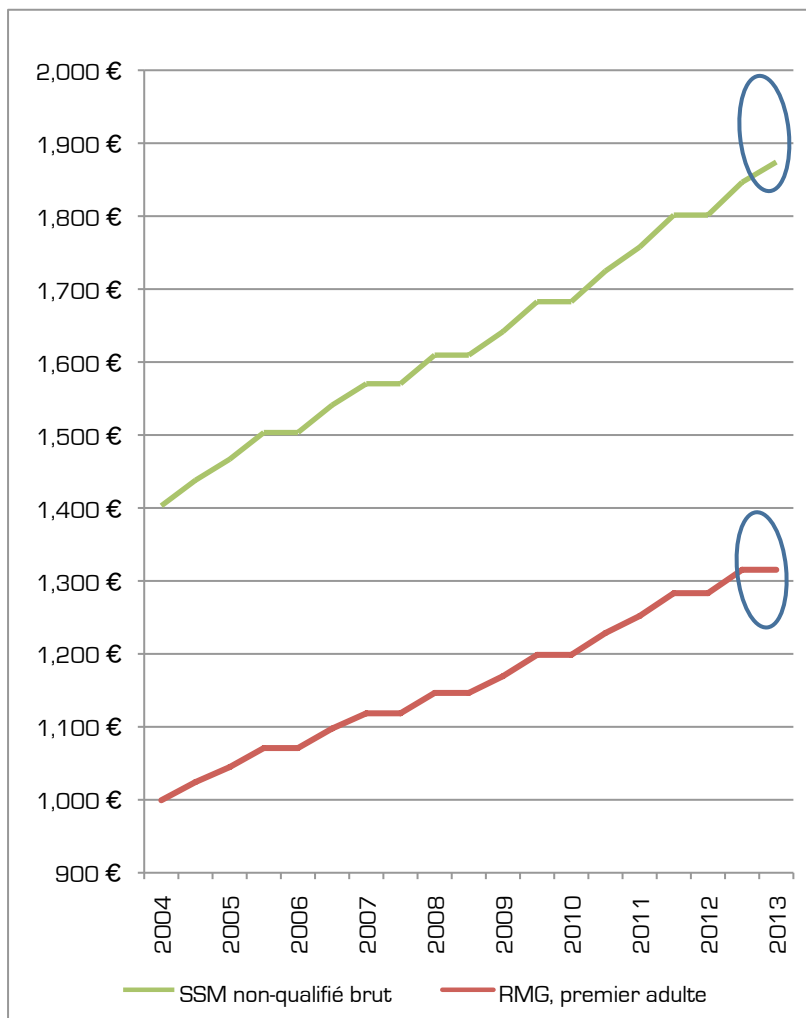


Non-ajustement du RMG : perte nette pour les bénéficiaires

En règle générale, le gouvernement procède tous les deux ans à un relèvement du salaire social minimum (SSM) et du revenu minimum garanti (RMG). L'objectif de cette mesure consiste à répercuter l'évolution des salaires réels sur ces prestations.

Ainsi, le 1^{er} janvier 2013, le SSM a été augmenté de 1,5%. Le SSM non-qualifié s'élève dès lors à 1.874,19 euros et le SSM qualifié à 2.249,03 euros. Or, pour la première fois, le gouvernement n'a pas ajusté le RMG, ni le revenu pour personnes gravement handicapées, ce qui ressort bien sur le graphique ci-dessous. En effet, sur cette représentation, on voit bien que, **jusqu'à présent, le SSM et le RMG ont évolué selon les mêmes proportions et ce n'est que cette année où le SSM connaît une hausse, tandis que le RMG n'en connaît pas. Cette non-adaptation risque de pousser les 20.000 bénéficiaires du RMG encore plus sous le seuil de pauvreté.**

Evolution SSM et RMG



Le RMG représente un soutien financier et social pour les personnes et ménages dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil, considéré comme minimum vital. Son rôle primaire est donc de lutter contre l'exclusion sociale, en assurant des moyens suffisants d'existence et des mesures d'insertion professionnelle et sociale. Le RMG peut soit consister en une indemnité d'insertion, soit en une allocation complémentaire. Il est également possible, selon la composition de la communauté domestique, de combiner les deux prestations.

Au 31 mars 2012, le SSM non-qualifié et qualifié était octroyé à 15,7% des salariés (hors fonctionnaires) ce qui équivaut à un chiffre de 52.074. Cette population est composée de 39,5% de salariés qualifiés et de 60,5% de non qualifiés.

En décembre 2011, 9.939 ménages, soit 19.433 personnes (dont 10.311 femmes et 9.122 hommes), étaient bénéficiaires du RMG. Sur ce total, 2.060 personnes, soit 10,60%, ont bénéficié d'une allocation complémentaire tout en occupant un poste de travail.

L'intention de ce SocioNews est de mettre en évidence les conséquences du non-ajustement du RMG pour les personnes et ménages qui en bénéficient.

Exemple d'un ménage à 2 adultes et 2 enfants

Pour illustrer l'impact de cette non-adaptation, considérons un ménage composé de 2 adultes et 2 enfants. Sachant que le RMG s'élève à partir du 1^{er} janvier 2013 à 1.315,31 euros pour la première personne de la communauté domestique, le montant pour le deuxième adulte à 657,66 euros et le supplément par enfant à 119,57 euros, le ménage considéré dispose d'un revenu minimum de 2.212,10 euros. Supposons également qu'un des adultes travaille et touche un salaire mensuel égal au SSM s'élevant à 1.874,19 euros bruts.

Pour calculer l'allocation complémentaire, ce salaire est d'abord diminué de 30% du revenu minimum ($2.212,10 \times 0,30 = 663,63$) ce qui donne $1.874,19 - 663,63 = 1.210,56$ euros. Ainsi l'allocation complémentaire s'élève à $2.212,10 - 1.210,56 = 1.001,54$ euros bruts, soit, après déduction des cotisations pour l'assurance maladie et de la contribution dépendance, 963,53 euros nets.

Lorsqu'on ajoute le montant de cette allocation au SSM net, qui équivaut à 1.647,41 euros¹, le ménage en question dispose d'un revenu disponible net de 2.610,94 euros².

Or, avant le 1^{er} janvier 2013, ce montant s'élève à 2.612,96 euros. La diminution de 2,02 euros est la conséquence directe de la non-adaptation du RMG. En effet, lorsque le SSM connaît un relèvement tandis que le RMG reste constant, le montant de l'allocation complémentaire diminue, ce qui a pour conséquence que le revenu disponible brut ne varie pas. Au premier abord, on pourrait donc croire que les bénéficiaires du RMG n'enregistrent pas de perte. Pourtant, comme on vient de le montrer, le revenu disponible net diminue puisqu'en cas d'augmentation du SSM, les ménages doivent payer des cotisations sur cette dernière.

La stagnation, voire la diminution du revenu disponible ne s'observe pas lorsque le SSM et le RMG augmentent en même temps et dans les mêmes proportions, comme c'était le cas jusqu'à présent. En effet, en 2011 par exemple, on peut constater que l'allocation complémentaire ainsi que le revenu disponible net augmentent de respectivement 17,48 unités et 44,54 unités.

Le tableau suivant montre que si cette année, le gouvernement avait procédé à un relèvement du RMG, les bénéficiaires du RMG n'auraient pas connu une perte de 2,02 euros de leur revenu disponible net, mais une augmentation de 39,20 euros de celui-ci. De plus, le montant de l'allocation complémentaire s'élèverait à 1.004,75 euros, soit une hausse de 14,87 euros par rapport à la période précédant le relèvement de 1,5% du SSM.

¹ SSM brut (1874,19) - 8% assurance pension (149,94) - 3,05% assurance maladie (57,16) = 1.667,09 euros.

Sachant que les impôts pour un tel ménage sont égaux à zéro et que 1,4% doivent être déduits pour l'assurance dépendance ce qui équivaut à 19,68 euros (après abattement de ¼ du SSM, soit 468,55 euros), le SSM net s'élève à 1.647,41 euros.

Note : avant le 1^{er} janvier 2011, le taux d'assurance maladie équivaut à 2,95%. Depuis, il s'établit à 3,05%.

² Nous négligeons ici les allocations familiales.

	Hausse de 1,5% du SSM et maintien du RMG	Hausse de 1,5% du SSM et du RMG
Allocation complémentaire (AC)	963,53	1004,75
Variation AC	-26,35	14,87
Revenu disponible (RD)	2.610,94	2.652,16
Variation RD	-2,02	39,20

Au lieu d'avoir tous les deux ans un revenu disponible net plus élevé, les ménages bénéficiaires du RMG sont, depuis janvier de cette année, confrontés à une diminution de celui-ci. Même si la perte de 2,02 euros semble négligeable, il ne faut pas oublier que les relèvements du SSM et du RMG sont effectués dans l'objectif d'ajuster ces prestations à l'évolution du salaire moyen. La non-adaptation du RMG peut donc avoir des conséquences majeures en termes de revenu pour les personnes et ménages qui en bénéficient. Elle risque de les marginaliser encore plus en les poussant encore davantage sous le seuil de pauvreté.